

Les nouveaux qui comme moi ne sont ici que depuis quelques sessions seront peut-être moins objectifs et plus impartiaux. Nous ne la comparerons pas par rapport aux autres mais par rapport à ce qu'elle aurait pu ou dû être. Chaque représentant et représentante a donc son propre système de valeurs qui lui permet d'évaluer ce que le Parlement devrait être. Ce que je vais dire est donc certainement une réaction personnelle que m'inspirent les électeurs que je représente. Je n'ai donc pas la prétention d'exprimer l'opinion des autres députés ni celle des membres du gouvernement ni celle du parti libéral auquel j'appartiens.

La façon dont je vois cette session c'est que nous avons beaucoup et longuement travaillé, que nous nous sommes attaqués à un nombre de problèmes urgents et pressants et que le gouvernement a lancé une offensive courageuse pour faire face à de nombreux problèmes importants et à long terme. Je remarque également que dans sa forme actuelle, le système parlementaire souffre de nombreuses pratiques démodées et dépassées qui ont été établies en fonction d'une époque et d'une situation totalement différentes et que cet ensemble de règles et d'attitudes convient de moins en moins aux affaires de l'État dans les années 1980.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que notre système parlementaire actuel engendre l'hostilité, ouvre la porte aux abus et aux mauvais emplois, et suscite de plus en plus la désapprobation, sinon le cynisme de la population.

Peut-être que ceux qui œuvrent depuis longtemps au sein de ce système ou qui ont appris à en manier les arcanes peuvent en tirer d'importantes satisfactions; peut-être savent-ils se servir du système, mais je crains qu'une grande partie du public, qui nous regarde à la télévision, n'ait l'impression qu'au lieu de diriger les affaires, nous les bloquons. On se rappelle les scènes qui ont entouré le débat constitutionnel. On se rappelle jusqu'où pouvaient aller les députés dans leurs tentatives de freiner le débat ou le progrès dans les affaires du Parlement.

J'ai dit qu'au cours de la session qui s'achève, nous avons réussi à nous attaquer à de nombreuses questions fondamentales. Nous n'avons pas eu le loisir de nous amuser à des questions superficielles ou de nous livrer à des subtilités. Au grand désarroi de beaucoup, nous avons pris le taureau par les cornes et nous nous sommes attaqués à des questions telles que la constitution, la charte des droits et des libertés et tout ce qui s'ensuit; nous avons tenu un débat sur le budget; nous avons insisté pour faire valoir le droit des Canadiens à réclamer une juste part de leurs propres ressources naturelles, en l'occurrence le pétrole et le gaz. Nous avons vu l'élaboration d'une politique énergétique nationale qui englobe toutes les facettes du problème de l'énergie, y compris la prospection, la diversification, les nouvelles sources d'énergie et la conservation de l'énergie pour les prochaines décennies. Le Parlement a cherché à adapter notre économie à l'évolution rapide de la conjoncture, par exemple en accordant la priorité à la recherche et au développement. Nous avons pris le risque de nous attaquer aux grands problèmes globaux qui menacent notre survie et celle de milliards d'autre personnes, qu'il s'agisse de la pollution de l'environnement, de l'explosion démographique, des souffrances de millions de réfugiés, des horreurs de la violence et du terrorisme ou de l'immense problème que l'on résume dans l'expression «dialogue Nord-Sud».

Congé d'été

En effet, le Parlement s'est attaqué à un très large éventail de problèmes qui se posent dans un monde en évolution constante et rapide où les problèmes ne peuvent attendre. Maintenant, que l'on soit ou non satisfait de ce que fait le gouvernement fédéral dans l'un ou l'autre de ces secteurs, c'est une autre question. En fait, c'est la tâche de l'opposition, des media et de chacun d'entre nous d'analyser et de critiquer et, dans la mesure où nous le pouvons, de proposer des solutions de rechange valables.

Personnellement, l'opposition ne m'a guère stimulé. A mes yeux, elle semble s'être préoccupée davantage d'aller à la pêche au scandale et de chercher désespérément à s'aligner sur les sondages d'opinion publique, beaucoup plus qu'elle ne semble s'être préoccupée de relever rationnellement les défis et le débat que mériteraient ces questions énormément complexes que j'ai énumérées.

Quant à juger du travail accompli par le gouvernement ou l'opposition, c'est une question d'opinion. J'ai fait part de mon opinion: c'est mon droit. Mais ce qui m'intéresse avant tout ici, ce n'est pas de me prêter à ce jeu. Ce qui me préoccupe, c'est que le système parlementaire ne répond pas à nos besoins actuels. Si nous ne nous penchons pas sur ce problème, il risque d'y avoir une vague de scepticisme au sujet de nos institutions politiques et je ne peux rien imaginer de plus tragique.

Tout comme les enfants, les pays, les partis et les hommes politiques se prêtent à des jeux. Mais nous, nous jouons avec l'avenir de notre pays. Parfois, nous bluffons, nous prenons des airs, nous faisons semblant. Ce sont là des jeux dangereux. Il faut aujourd'hui que nous cessions de jouer à ces jeux politiques pour nous consacrer à l'administration des institutions. Il faut que nous mettions l'accent sur la communication, sur le bon sens, sur la coopération et par-dessus tout, sur le dialogue. Faute de procéder à une réforme de nos institutions, nous allons laisser la porte ouverte aux extrémistes et à la violence qui offriront des solutions faciles à ceux qui s'impatientent devant nos pratiques lourdes et démodées.

Les réformes dont je parle, ce n'est pas moi qui y ai puisé le premier. La réforme du Parlement n'est pas une idée nouvelle. C'est l'opposition qui en a eu l'idée, ce sont les néo-démocrates, ce sont les députés libéraux, ce sont les comités qui se réunissent chaque année. Dieu sait pour quelle raison pourtant, nous n'avons pas entrepris cette réforme des institutions parlementaires.

Il faudrait peut-être que nous contestions les défenseurs du passé qui s'accrochent à un système dépassé. Parmi toutes les suggestions qui ont été faites de part et d'autre de la Chambre pour modifier les institutions parlementaires et les rendre plus efficaces, une proposition en particulier est revenue constamment, à savoir trouver les moyens d'accroître la participation. Il nous faut encourager les excellentes expériences des groupes de travail non partisans qui en sont à leurs débuts. Tâchons d'être plus efficaces et mieux organisés au sein des comités. Donnons aux députés davantage l'occasion de discuter. Modifions notre Règlement. Procédons à davantage de votes libres et à moins de motions de censure. Posons-nous la question du système archaïque des cloches et des votes surprises. En un mot, faisons preuve de plus de respect envers chacun; considérons-nous comme des adultes; et établissons un calendrier permettant une gestion et une organisation valables.